

# INSTRUCTION

N° 97-004-B1 du 13 janvier 1997

NOR : BUD R 97 00004 J

Texte publié au BOCP

## SAISIES ET CESSIONS DES RÉMUNÉRATIONS

### ANALYSE

Éléments à retenir pour déterminer la quotité saisissable ou cessible des rémunérations

Date d'application : 13/01/1997

### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PAYE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;  
RÉMUNÉRATION ; SAISIE ; CESSION ; QUOTITÉ SAISSABLE

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 74-34-B1 du 27 février 1974.

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	TOM	T	CPE	EP
BA	PGA	SIA										

### DIFFUSION

G 2

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction C - Bureau C3*

*Sous-direction M - Bureau M1*

*Sous-direction D - Bureau D3*

## 1. MISE À JOUR DE L'INSTRUCTION DU 27 FÉVRIER 1974

Cette instruction a précisé que le champ d'application de la quotité saisissable ou cessible de la rémunération liquidée aux fonctionnaires civils s'appliquait aux éléments ci-après :

- le traitement budgétaire net ;
- l'indemnité de résidence ;
- les accessoires de traitement ;
- les cotisations volontaires à des retraites complémentaires ou à des mutuelles, ces deux catégories n'étant pas limitatives.

De ces sommes sont soustraites :

- le précompte pour pension civile ;
- les cotisations de sécurité sociale ;
- les prestations familiales ;
- le supplément familial de traitement.

*Il convient désormais d'ajouter à cette liste des sommes soustraites :*

- la contribution exceptionnelle de solidarité de 1 % prévue par la loi n° 82-939 du 4 novembre 1982, modifiée ;
- la contribution sociale généralisée instituée par les articles 127 à 134 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 ;
- la contribution du remboursement de la dette sociale instaurée aux articles 14 à 20 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996.

## 2. ANALYSE

L'alinéa 2 de l'article L 145-2 nouveau du code du travail (cf. article 49 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 modifiée par la loi n° 92-644 du 13 juillet 1992 portant réforme des procédures civiles d'exécution) prévoit que « pour la détermination de la fraction saisissable, il est tenu compte du montant de la rémunération, de ses accessoires, ainsi que, le cas échéant, de la valeur des avantages en nature, après déduction des cotisations obligatoires. Sont exceptées les indemnités insaisissables, les sommes allouées à titre de remboursement de frais exposés par le travailleur et les allocations ou indemnités pour charges de famille ».

Jusqu'à ce jour aucune jurisprudence fondée sur des arrêts de Cour d'appel ou de la Cour de cassation n'a spécifié que la C.S.G., la contribution de solidarité et la C.R.D.S. devaient être déduites conformément aux dispositions de l'article L. 145-2 du code du travail.

En outre, il convient de remarquer que des arrêts de Cours d'appel ont même sanctionné des tiers saisis pour avoir déduit du traitement net le montant des cotisations de la sécurité sociale.

Je constate également que lors de litiges portant sur les retenues effectuées par les comptables du Trésor, en application des nouvelles règles établies par la loi du 9 juillet 1991 modifiée, les jugements qui ont été rendus par les tribunaux d'instance, sauf une exception portée à la connaissance de la direction, ont tous rejeté les requêtes des agents de l'Etat, débiteurs saisis remettant en cause les modalités de calcul de la quotité saisissable par les comptables du Trésor.

A la suite de l'enquête du 26 décembre 1995 auprès des trésoriers-payeurs généraux relative à la modernisation des procédures d'exécution budgétaire et comptable de l'Etat, le garde des Sceaux, ministre de la justice, a été saisi sur ce sujet.

En réponse, le garde des Sceaux a fait observer que l'article L. 145-2 du code du travail prévoit qu'il est tenu compte, pour la détermination de la fraction saisissable du montant de la rémunération, de ses accessoires ainsi que, le cas échéant, de la valeur des avantages en nature, après déduction des cotisations obligatoires.

A cet égard, il constate que :

- la contribution exceptionnelle de solidarité s'impose à « tous les salariés des employeurs visés à l'article L. 351-12 du code du travail » ;
- la contribution sociale généralisée est applicable aux revenus d'activité et de remplacement mentionnés à l'article L. 136-2 à L.136-4 du code de la sécurité sociale ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale touche l'ensemble des revenus d'activité et de remplacement à l'exception de l'allocation veuvage.

Ces cotisations présentent donc un caractère obligatoire.

Il apparaît donc nécessaire au ministre de la justice de les déduire du salaire net pour déterminer la quotité saisissable de la rémunération. Le caractère temporaire ou fiscalement non déductible ne saurait, selon lui, avoir aucune incidence en ce domaine.

Concernant le supplément familial de traitement, le garde des Sceaux considère qu'il s'analyse comme une indemnité pour charge de famille, qui ne rentre pas dans la quotité saisissable du traitement conformément au 2ème alinéa de l'article L. 145-2 du code du travail.

Compte tenu de ces éléments, il a été décidé, faute de jurisprudence contraire clairement établie, de prendre en compte la position de la chancellerie.

En sus de la liste des sommes soustraites mentionnée dans l'instruction du 27 février 1974, il est donc ajouté :

- la contribution exceptionnelle de solidarité ;
- la contribution sociale généralisée ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT

ALAIN BONEL